

GE_GERICHTE DAS/238/2014 vom 8. Dezember 2014

GE Cour de justice, 2014-12-08, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DAS_238_2014

FR: GE_GERICHTE DAS/238/2014 du 8 décembre 2014

IT: GE_GERICHTE DAS/238/2014 del 8 dicembre 2014

Erwägungen

E. 1

Les décisions de l'autorité de protection de l'adulte peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge compétent (art. 450 al. 1 CC). Dans le domaine du placement à des fins d'assistance, le délai de recours est de dix jours à compter de la notification de la décision entreprise (art. 450b al. 2 CC). Le recours formé contre une décision prise dans le domaine du placement à des fins d'assistance ne doit pas être motivé (art. 450e al. 1 CC).

En l'espèce, le recours a été formé dans le délai utile de dix jours et devant l'autorité compétente (art. 72 al. 1 LaCC). Il est donc recevable à la forme.

E. 2

Lorsqu'une personne placée par décision du médecin quitte sans autorisation une institution de santé située dans le canton, sa réhospitalisation peut s'accomplir sans formalités si elle a lieu dans le délai de vingt jours (art. 65 al. 1 LaCC).

Dans le cas d'espèce, le recourant est en fugue depuis le vendredi

E. 5

décembre 2014, soit depuis moins de vingt jours. 3. 3.1 En vertu de l'art. 426 al. 1 CC, une personne peut être placée dans une institution appropriée lorsqu'en raison de troubles psychiques, d'une déficience mentale ou d'un grave état d'abandon, l'assistance ou le traitement nécessaires ne peuvent lui être fournis d'une autre manière, l'article 429 al. 1 CC stipulant par ailleurs que les cantons peuvent désigner des médecins qui, outre l'autorité de protection de l'adulte, sont habilités à ordonner un placement dont la durée est fixée par le droit cantonal.

3.2 En l'espèce, il ressort de la dernière expertise effectuée et de l'audition du Docteur B_____ que le recourant souffre d'une décompensation psychotique

- 5/6 -

C/23279/2014-CS aiguë et d'une schizophrénie paranoïde. Son hospitalisation non volontaire a été motivée par le fait qu'il déambulait sur la voie publique avec un pistolet à billes, au moyen duquel il mettait en joue les passants. L'expert a constaté que le cours de la pensée du recourant était fortement perturbé et qu'il présentait une agitation psychomotrice. Son discours était logorrhéique et digressif, par moments hors sujet et difficilement compréhensible. Le contenu de sa pensée était marqué par des idées délirantes de persécution caractérisées par une crainte d'être victime d'agressions. Le recourant a exposé au médecin avoir le droit de posséder une arme en tant que citoyen suisse, ce qui démontre qu'il n'est pas conscient de la dangerosité de son comportement, tant pour les tiers que pour lui-même. L'expert a conclu que le recourant présente un risque de menaces

hétéro-agressives et de passage à l'acte imprévisibles, ainsi qu'un risque de mise en danger de lui-même par un comportement violent et provocateur.

L'état de santé du recourant, qui s'était légèrement amélioré juste avant qu'il ne fugue de la Clinique de Belle-Idée, nécessite par conséquent le maintien de son placement, dans la mesure où privé de soins, il est susceptible de se mettre en danger et représente également un danger pour les tiers.

Au vu de ce qui précède, le recours sera rejeté. 4. La procédure est gratuite (art. 22 al. 4 LaCC). * * * * *

- 6/6 -

C/23279/2014-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : A la forme : Déclare recevable le recours formé par A_____ le 5 décembre 2014 contre l'ordonnance DTAE/5679/2014 rendue le 2 décembre 2014 par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant dans la cause C/23279/2014-4. Au fond : Le rejette. Dit que la procédure est gratuite. Siégeant : Monsieur Cédric-Laurent MICHEL, président; Monsieur Jean-Marc STRUBIN et Madame Paola CAMPOMAGNANI, juges; Madame Carmen FRAGA, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.